

Les couches populaires et l'élection présidentielle

Bruno Cautrès

▶ **To cite this version:**

Bruno Cautrès. Les couches populaires et l'élection présidentielle : Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français 2006-2007 (vague 3, 4-14 décembre 2006). 2006. hal-00972969

HAL Id: hal-00972969

https://sciencespo.hal.science/hal-00972969

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

Le Baromètre Politique Français (2006-2007)

3ème vague – Hiver 2006

LES COUCHES POPULAIRES

&

L'ÉLÉCTION PRÉSIDENTIELLE

Bruno Cautrès

Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à février 2007, réalisées par l'IFOP.
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.

Les couches populaires et l'élection présidentielle

Bruno Cautrès

Introduction

La relation des « couches populaires » à l'élection présidentielle de 2007 s'inscrit-elle dans la continuité d'un rapport à la fois défiant et pessimiste sur l'avenir économique et social, tel que toute les enquêtes le constatent depuis plusieurs années ? Ou bien, l'offre électorale spécifique de 2007 est-elle susceptible d'introduire certaines modifications, voire recompositions, du rapport au vote et à la politique des milieux les plus défavorisés de la société française ? Telles sont les questions importantes auquel ce rapport donne quelques éléments de réponse. Les « couches populaires » désignent ici des milieux sociaux caractérisés par leur catégorie sociale, seul indicateur disponible, avec le statut de l'activité, pour situer les répondants dans les hiérarchies sociales. Deux catégories sociales vont être analysées en profondeur : les employés et les ouvriers. La taille des échantillons du BPF rend possible de détailler plus finement que cela n'a jamais été fait auparavant, les sous-catégories qui composent ces deux groupes. Nous comparerons de manière systématique ces sous-catégories à leurs totaux de référence ainsi qu'aux autres catégories socio-professionnelles.

Une trame parcourt ce rapport : la question de l'éventuelle capacité des deux « principaux » candidats (ceux dont les scores dans toutes les enquêtes d'intentions de vote sont les plus élevés, à savoir Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal) à obtenir le soutien ou l'adhésion de ces « couches populaires ». Cette question est importante dans la mesure où les dernières années électorales ainsi que les élections de 2002 ont été marquées par des comportements politiques manifestant, dans ces milieux, un rapport défiant vis-à-vis de la politique : abstention, désaffection de la politique, pessimisme sur l'avenir du pays, craintes sociales et sécuritaires, votes aux extrêmes et notamment à l'extrême-droite. Cela traduisait dans ces milieux sociaux un décalage croisant entre les identités sociales et professionnelles et les choix politiques. Certains sociologues ont même parlé, plus largement que dans le cas français, d'une « mort des classes sociales », d'un épuisement des modèles explicatifs du vote basés sur les liens et alignements entre position occupée dans l'espace social et comportements politiques.

Qu'en est-il en 2007, alors que le paysage sociologique et politique français s'est profondément transformé depuis l'époque où gauche et droite se « répartissaient » deux univers sociaux antagonistes dans leurs intérêts socio-économiques, le monde des « patrons », petits ou grands ou des « cols blancs » et celui des « cols bleus » ?

I – Le rapport à la politique et la politisation dans un contexte de pessimisme socio-économique.

Les données des deux premières vagues du BPF ont montré, puis confirmé, que l'électorat français est actuellement caractérisé par un double rapport « négatif » vis-à-vis de l'avenir : au climat de pessimisme social répond un climat de forte défiance vis-à-vis de la politique.

La troisième vague confirme largement ce double constat : 53% des nos répondants déclarent s'en sortir difficilement (« très » ou « assez ») avec les revenus de leur foyer, 39% pensent qu'en France « là où ils habitent » le chômage a augmenté, 53% que la délinquance a augmenté en France et 33% qu'elle a augmenté « là où ils habitent ». Enfin, 65% se déclarent pessimistes sur l'évolution de la situation économique de la France au cours des six prochains mois.

Qu'en est-il parmi les « couches populaires » de l'électorat ? Parmi les employés, deux items attestent d'un niveau de préoccupation socio-économique nettement plus fort que dans l'ensemble de l'échantillon : 64% d'entre eux déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer et 65% déclarent que la délinquance a augmenté en France ; parmi les ouvriers, si ces deux items sont également davantage cités que dans l'ensemble de l'échantillon (respectivement 60% et 57% des ouvriers), les items concernant le chômage au plan national comme local font apparaître une préoccupation plus forte que chez les employés : 46% des ouvriers, pour le plan national, et 43% pour le plan local, ont le sentiment que le chômage a augmenté.

Les préoccupations des « couches populaires » en termes d'enjeux et de problèmes jugés comme les plus importants en France aujourd'hui, viennent en écho à ces premiers résultats : l'ordre des problèmes qui préoccupent le plus les employés et les ouvriers est le même que dans l'ensemble de la population, le thème de la hausse des prix passant néanmoins en second : respectivement pour ces deux groupes 35% et 34% indiquant que l'emploi est le problème le plus important en France, tandis que 15% et 12% citent la hausse des prix et que 11% et 12% indiquent les inégalités. Les chômeurs quant à eux citent de manière très dominante la question de l'emploi (49%).

Les « couches populaires » inquiètes sur l'avenir socio-économique du pays et de leur foyer, préoccupés par des thèmes socio-économiques qui touchent globalement à leur position dans la société française (emploi, hausse des prix, inégalité), en tirent-elles des conséquences dans leur rapport à la politique ? Sont-elles dans le même temps que socialement préoccupés, politiquement détachées ?

La réponse à cette question est en demi-teinte. D'une part, on constate bien que les employés et les ouvriers sont, en moyenne, moins politisés en terme d'intérêt général pour la politique : 37% des employés, 39% des ouvriers se déclarent intéressés par la politique (« beaucoup » ou « assez »), c'est-à-dire 11 et 9 points de moins que la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Mais les autres indicateurs dont nous disposons ne montrent pas d'écarts significatifs entre les moyennes d'échantillons et

les groupes d'employés et d'ouvriers : ainsi, 37% des employés et 40% des ouvriers se déclarent prêts (« tout à fait » ou « plutôt ») à participer à une manifestation pour défendre leurs idées alors que c'est le cas de 39% de notre échantillon. Il convient néanmoins de remarquer que si l'on compare ces groupes professionnels aux autres groupes alors apparaît la réalité d'un rapport à la politique qui oppose des groupes sociaux très politisés (comme les cadres supérieurs, les enseignants et les professions intermédiaires) à des groupes sociaux nettement moins politisés : les employés et ouvriers. Il faut lire les pourcentages du tableau en comparant entre eux les groupes sociaux sachant que des normes sociales comme le fait de voter (à toutes les élections depuis que l'on a l'âge de la majorité ou à la prochaine élection présidentielle) induisent pour tous les groupes sociaux des taux assez hauts de réponses positives.

La vraie distinction que le tableau permet de révéler est celle qui oppose, à l'intérieur des groupes d'employés et d'ouvriers, certaines sous-catégories : tout se passe comme si deux sous-groupes appartenant aux « couches populaires » s'opposaient dans leur rapport à la politique et se constituaient sur d'autres bases que celles des catégories de l'INSEE : d'un côté les personnels de service, les ouvriers agricoles, les employés de commerce forment un groupe moins politisé, plus distant et sans doute plus critique à l'égard de la politique ; d'un autre côté les employés d'administration et d'entreprise et les ouvriers qualifiés davantage impliqués en matière politique. Ces distinctions à l'intérieur des grandes catégories d'employés et d'ouvriers permettent de nuancer le tableau parfois « monolithique » que l'on dresse de ces milieux sociaux : il sont sans doute moins politisés que d'autres, mais tous les segments de ces « couches populaires » ne sont pas à l'unisson.

Tableau 1 – Le rapport à la politique des couches populaires, comparés aux autres groupes sociaux.

	Intérêt politique (« beaucoup » et « assez »)	Participation à toutes les élections	Prêt à manifester (« tout à fait » et « plutôt »)	N'a confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner	Intention de participer au premier tour de la présidentielle de 2007 (« tout à fait »)
Couches populaires					
Employés de commerce	34	53	33	66	73
Employés d'administration et d'entreprise	43	53	41	67	76
Personnels de service	27	58	31	73	77
Policiers et militaires	52	45	36	71	76
Total Employés	**37**	**54**	**37**	**68**	**75**
Ouvriers qualifiés	40	50	42	66	76
Ouvriers non qualifiés	38	49	37	63	76
Ouvriers agricoles	33	43	26	77	66
Total Ouvriers	**39**	**50**	**40**	**66**	**75**
Chômeurs	**46**	**48**	**43**	**71**	**72**
Autres groupes sociaux					
Agriculteurs	51	75	29	53	71
Artisans et commerçants	58	55	34	60	80
Professions libérales et cadres supérieurs	74	57	42	54	82
Enseignants	75	61	54	54	81
Professions intermédiaires	54	53	42	60	80
Moyenne totale	**48**	**54**	**39**	**63**	**76**

II- Les « couches populaires » dans la tripartition de l'espace politique

En 1995, on constatait un net recul du vote de gauche parmi les ouvriers et au profit du Front national. Jean-Marie Le Pen arrivait alors en tête parmi les ouvriers au soir de premier tour de l'élection présidentielle. Le leader du FN parvenait alors à faire figure de défenseur des « petits » contre les « gros ». En 2002, c'est toujours parmi les ouvriers, notamment ceux qui sont les plus intégrés au monde des ouvriers, que Jean-Marie Le Pen réalisa ses meilleurs scores : les scores cumulés des deux candidats de l'extrême droite ont frôlé les 30% le 21 avril 2002.

Qu'en est-il aujourd'hui à quelques semaines de l'élection présidentielle ?. Nous avons choisi ici de nous restreindre aux trois candidats Sarkozy, Royal et Le Pen. Car c'est bien autour des trois courants idéologiques qu'ils représentent que la discussion s'est organisée depuis quelques années sur ce que l'on appelle la « tripartition » de l'espace politique français. Par « tripartition » on entend la recomposition de l'espace politique français autour de trois pôles, assez structurés du point de vue de l'attachement de leurs électeurs et des opinions que ceux-ci partagent : la droite, la gauche et l'extrême droite. Dans cette théorie de la « tripartition », l'extrême gauche est considérée, sur la base d'analyses empiriques convaincantes, comme moins idéologiquement autonome par rapport au reste de la gauche, du moins dans les systèmes de valeurs et d'opinion de ses électeurs.

Le rôle joué par l'évolution du lien entre catégories sociales et vote (le vote socialiste parmi les classes moyennes et supérieures du secteur public, le vote de droite modérée parmi les travailleurs indépendants et les cadres du privé ainsi que parmi certaines franges des classes moyennes et populaires, le vote d'extrême-droite parmi les petits indépendants et les ouvriers) a été souligné comme une explication de fond à cette « tripartition ». Ces évolutions socio-politiques vont-elles continuer de s'affirmer en 2007 ? Les candidatures Sarkozy et Royal, par une certaine forme de « renouveau » qu'elles incarnent peuvent-elles venir troubler ce jeu ?

Tableau 2 : Les probabilités et intentions de vote pour Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et Jean-Marie Le Pen parmi les couches populaires, comparées aux groupes sociaux

	Probabilité de vote pour Nicolas Sarkozy	Intention de vote pour Nicolas Sarkozy	Probabilité de vote pour Ségolène Royal	Intention de vote pour Ségolèle Royal	Probabilité de vote pour Jean-Marie Le Pen	Intention de vote pour Jean-Marie Le Pen
Couches populaires						
Employés de commerce	61	37	58	36	14	7
Employés d'administration et d'entreprise	48	28	56	37	14	8
Personnels de service	43	32	51	37	20	7
Policiers et militaires	52	44	32	13	23	19
Total Employés	**49**	**31**	**53**	**35**	**16**	**9**
Ouvriers qualifiés	46	28	51	31	26	20
Ouvriers non qualifiés	48	29	60	29	28	17
Ouvriers agricoles	53	32	40	18	29	21
Total Ouvriers	**44**	**28**	**53**	**30**	**27**	**19**
Chômeurs	**39**	**18**	**60**	**40**	**18**	**16**
Autres groupes sociaux						
Agriculteurs	75	51	30	8	20	15
Artisans et commerçants	64	35	34	17	33	25
Professions libérales et cadres supérieurs	52	35	47	31	14	10
Enseignants	31	20	59	41	9	6
Professions intermédiaires	44	26	49	37	13	7
Moyenne totale	**49**	**31**	**50**	**32**	**19**	**12**

Nota bene :pour les probabilités de votes, il s'agit des modalités "très probable" et "assez probable"; pour les intentions de vote, les données ont été pondérées. Exemple de lecture : sur 100 ouvriers interrogés 44% déclarent « probable » (très + assez) de voter pour Nicolas Sarkozy. Ce pourcentage s'élève de 9 points (53%) parmi les seuls ouvriers agricoles.

Le tableau 2 montre de manière assez claire que Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal disposent chacun de solides ancrages sociologiques parmi les couches populaires en dépit de spécificités du profil sociologique de leurs électorats potentiels respectifs. Ce premier constat s'explique facilement : ces deux candidats dominent l'espace des probabilités et intentions de vote et disposent d'un socle conséquent de soutien dans toutes les catégories sociales. Les plus faibles probabilités de vote qu'ils enregistrent sont, pour Nicolas Sarkozy parmi les enseignants (31% de vote « probable » et 20% d'intentions de vote) et pour Ségolène Royal parmi les agriculteurs (30% de vote « probable » et 8% d'intentions de vote). Ces deux groupes sociaux constituent pour l'un comme pour l'autre les points extrêmes de leur « positionnements sociologiques » respectifs : le monde des travailleurs indépendants pour Nicolas Sarkozy et celui des salariés, notamment du public, pour Ségolène Royal. En dehors de ces cas extrêmes, ces deux candidats se maintiennent à des niveaux importants dans presque toutes les catégories sociales mais avec d'importantes nuances au sein des couches populaires et qui ne se réduisent pas à une lecture sociologique simpliste d'un clivage entre le « haut » et le « bas » de ces milieux sociaux. La finesse d'analyse que la taille des échantillons du BPF autorise, permet même de voir que les clivages sont plus « horizontaux » (entre métiers) que « verticaux » (entre groupes socialement hiérarchisés).

Ainsi, les employés de commerce et les employés d'administration ou d'entreprise apportent-il très inégalement leurs soutiens à ces deux candidats. Les premiers, salariés par leur statut mais proches par leurs métiers du monde des travailleurs indépendants, de celui de la boutique ou du commerce, apportent à Nicolas Sarkozy son soutien le plus important parmi le monde du salariat (si l'on met à part le cas des militaires et policiers) : 61% de vote « probable » et 37% d'intentions de vote (+6 points par rapport à la moyenne). Ces employés de commerce sont néanmoins des salariés et apportent également un soutien à Ségolène Royal qui n'est pas négligeable, en fait presque égal à celui dont dispose Nicolas Sarkozy. La situation est plus nettement contrastée parmi les employés d'administration et d'entreprise ; cette fois-ci, la candidate socialiste dispose d'un avance assez nette sur le candidat de l'UMP : 8 points de plus de vote « probable » et 9 points de plus d'intentions de vote. L'écart est plus net dans ce milieu social dont les profils d'électeurs sont plus traditionnellement des profils « de gauche ». A nouveau, il faut souligner que les taux de vote « probable » et d'intentions de vote pour Nicolas Sarkozy ne sont pas néanmoins négligeables: 48% des employés d'administration ou d'entreprise déclarent qu'ils pourraient « très » ou « assez » probablement voter pour lui et 28% déclarent avoir l'intention de le faire. Ce constat se retrouve assez largement dans le cas des personnels de service tandis que l'actuel ministre de l'Intérieur dispose bien sûr d'un crédit important parmi les policiers et militaires du rang. Parmi ces derniers, la thématique de « l'ordre juste » de Ségolène Royal ne suffit pas à lui apporter d'importants soutiens.

Le groupe social des ouvriers est, on le sait, diversifié et segmenté. La première segmentation est celle de la qualification, vient ensuite celle du secteur d'activité pour lequel nous ne disposons que de la distinction entre ouvriers d'entreprises et ouvriers agricoles. La première de ces deux segmentations produit des effets importants : les ouvriers qualifiés apportent davantage leur soutien potentiel (probabilités de vote et intentions de vote) à Ségolène Royal qu'à Nicolas Sarkozy,

mais les probabilités de vote de ces derniers ne sont pas négligeables[1]. Plus important est de constater que le soutien potentiel dont dispose Ségolène Royal parmi les ouvriers qualifiés est à peu près de même niveau que celui dont elle dispose parmi les enseignants et plus généralement les professions intermédiaires. Si l'on se situe dans une perspective de recompositions sociologiques des électorats, cette donnée est importante vis-à-vis du constat fait depuis plus d'une décennie à propos du détachement des milieux ouvriers vis-à-vis de la gauche. Ségolène Royal semble bien être (en terme de potentiel électoral) en mesure d'élargir la base sociologique de la gauche de gouvernement, assez « repliée » depuis quelques années sur les salariés moyens du secteur public. Ce constat est, à peu de choses près le même parmi les ouvriers non qualifiés, il est même renforcé lorsqu'il s'agit de la probabilité de vote : 60% d'entre eux déclarent qu'ils pourraient « très » ou « assez » probablement voter pour Ségolène Royal (-12 points pour Nicolas Sarkozy, qui rassemble 48% des probabilités de vote de ce milieu). Si l'on s'intéresse à présent au secteur d'activité et que l'on distingue ouvriers d'entreprises (quelque soit leur qualification) et ouvriers agricoles, on constate que ces ouvriers agricoles (qui ne sont pas des chefs d'exploitations double-actifs) sont nettement plus orientés dans leurs choix politiques par le monde de l'exploitation agricole que par celui du salariat : seuls 18% d'entre eux déclare avoir l'intention de voter pour Ségolène Royal (près du double pour Nicolas Sarkozy). Les chômeurs quant à eux, catégorie hétérogène mais située dans un rapport défavorable à l'emploi et donc partageant certains traits avec les actifs des couches populaires, sont quant à eux très ancrés dans un soutien à la candidate socialiste.

Pour compléter ces analyses, il nous faut à présent nous tourner du côté du vote des couches populaires à l'extrême droite. Une importante littérature de sociologie électorale a montré que le vote pour le leader du FN était le premier vote en milieu ouvrier depuis le milieu des années 90 et l'un des enjeux clefs de l'élection de 2007 est de savoir si cela sera toujours le cas. Dit autrement, la candidate socialiste d'un côté et celui de l'UMP de l'autre auront-ils la capacité, notamment pour Ségolène Royal, à faire « revenir » ces électeurs sur leur vote en faveur de Jean-Marie le Pen ?

Les données du tableau 2 montrent que rien n'est moins sûr malgré les scores des soutiens relativement hauts qu'obtient la candidate socialiste parmi les milieux d'employés et d'ouvriers. En dépit d'une réelle capacité de la candidate PS à obtenir des intentions de soutiens parmi les couches populaires de l'électorat, les scores de soutien (probabilités de vote et intentions de vote) de Jean-Marie Le Pen parmi les ouvriers sont toujours importants : entre 26 et 29% des ouvriers déclarent « très » ou « assez » probable de voter pour le leader du FN. Les intentions de vote permettent d'affiner ce constat : si l'on met à part les artisans et commerçants (toujours très ancrés à droite et à l'extrême-droite), les ouvriers dans leur ensemble et sous-catégorie par sous-catégorie constituent bien le segment de l'électorat qui se déclarent le plus prêt à voter Le Pen. Seuls les policiers et militaires leur disputent le rang de premier groupe social en terme de soutien électoral à JM. Le Pen.

[1] Pour bien comprendre ce phénomène, il convient de rappeler que les probabilités de vote ne sont pas exclusives (autrement dit, le même répondant peut déclarer « très probable » de voter pour Nicolas Sarkozy, puis déclarer « assez probable » de voter pour un autre candidat, Ségolène Royal y compris).

Comment expliquer cette situation ? Les employés et les ouvriers adhérent-ils aux idées et à la personne de Jean-Marie Le Pen ? Le tableau suivant présente trois facettes de cette question : l'adhésion aux idées de Jean-Marie Le Pen, la note le plus élevée d'un indicateur cumulant entre elles les réponses à cinq questions sur l'acceptabilité du FN et de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique (il est acceptable que « le Front national ait des ministres dans un gouvernement », que le « Front national ait de députés grâce à une dose de proportionnelle », qu'il y ait « un accord pour les seconds tours des élections entre l'UMP et le FN », que « Jean-Marie Le Pen soit élu président de la République », que « Jean-Marie Le Pen obtienne les 500 signatures d'élus pour être candidat »), enfin l'un des indicateurs de perception de la personnalité politique de Jean-Marie Le Pen (« il comprend les problèmes des gens comme vous »

On constate alors que le soutien aux idées de Jean-Marie Le Pen, tout comme l'adhésion à la présence du FN et de son leader dans la vie politique ou l'image selon laquelle Jean-Marie le Pen « comprend les problèmes des gens » sont en premier lieu l'apanage des travailleurs indépendants : agriculteurs (qui semblent davantage être perméables au Front national depuis 2002) et plus encore artisans et commerçants. On ne peut donc dire que les « couches populaires » sont celles qui adhérent le plus aux idées du FN. En revanche, si l'on restreint l'analyse au seul salariat, alors les « couches populaires » sont bien celles où l'adhésion est la plus forte. Plus précisément, il s'agit des ouvriers plutôt que des employés à l'exception des personnels de service et des policiers ou militaires du rang : 35% des ouvriers (contre 29% dans l'ensemble de l'échantillon) se déclarent d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen et 34% respectivement obtiennent la note la plus élevée de l'échelle d'adhésion à la présence du FN dans la vie politique ou déclarent que Jean-Marie Le Pen comprend les problèmes des « gens comme eux ». L'écart est en particulier significatif sur les deux premiers items du tableau 3 : + 6 points par rapport à l'ensemble des répondants.

Tableau 3 : L'adhésion aux idées et à la présence de Jean-Marie Le Pen dans la vie politique parmi les couches populaires, comparée aux autres groupes sociaux

	D'accord avec les idées défendues par Jean-marie Le Pen	Notes d'échelle la plus élevée concernant la présence du FN dans la vie politique	Image de Jean-Marie Le Pen : il comprend les problèmes des gens comme vous
Couches populaires			
Employés de commerce	28	24	35
Employés d'administration et d'entreprise	27	23	31
Personnels de service	35	27	39
Policiers et militaires	35	32	25
Total Employés	**29**	**25**	**33**
Ouvriers qualifiés	35	35	32
Ouvriers non qualifiés	39	31	39
Ouvriers agricoles	26	40	50
Total Ouvriers	**35**	**34**	**34**
Chômeurs	**25**	**26**	**30**
Autres groupes sociaux			
Agriculteurs	36	35	35
Artisans et commerçants	44	44	54
Professions libérales et cadres supérieurs	19	24	31
Enseignants	14	13	12
Professions intermédiaires	24	23	29
Moyenne totale	**29**	**28**	**32**

III – Les rapports des couches populaires aux attitudes politiques : une explication ?

Il faut sans doute rechercher les explications permettant de faire le lien entre potentiel électoral de Jean-Marie Le Pen au sein du monde ouvrier (et plus généralement des « couches populaires ») et soutien partiel à ces idées dans ces mêmes catégories dans des variables d'attitudes. Au fond, n'est-ce pas avant tout l'adhésion à des normes et des représentations qui structurent à la fois l'inquiétude socio-économique, la défiance vis-à-vis du système et finalement l'intention de soutien à Jean-Marie Le Pen ?

On peut répondre à ces questions par un ensemble d'analyses multivariées sophistiquées, ce que nous ferons ultérieurement. Mais l'on peut aussi avancer quelques éléments à l'aide de quelques chiffres mis en perspective. Nous choisissons ici cette seconde voie, en analysant les données d'attitudes généralement prises en compte dans les batteries de questions des enquêtes du CEVIPOF, laissant celles relatives plus spécifiquement au thème de l'intégration au rapport de Vincent Tiberj et Sylvain Brouard.

Nous avons analysé les réponses données à huit questions d'attitudes : sur la liberté et l'égalité, sur la liberté que l'Etat devrait accorder aux entreprises, sur le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers qui résident depuis plusieurs années, sur les chômeurs qui pourraient trouver un travail s'ils le voulaient, sur le nombre d'immigrés en France, le sentiment que l'on ne se sent en sécurité nulle part, le rétablissement de la peine de mort et le financement public des mosquées.

Tableau 4 – Les attitudes politiques des couches populaires, comparés aux autres groupes sociaux.

	Ne se sent en sécurité nulle part (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Favorable au rétablissement de la peine de mort (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Il y a trop d'immigrés en France (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	Les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient (« tout à fait » et « plutôt d'accord »)	L'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises	L'égalité plutôt que la liberté
Couches populaires						
Employés de commerce	57	42	57	62	71	53
Employés d'administration et d'entreprise	51	41	57	63	66	50
Personnels de service	65	58	69	61	70	46
Policiers et militaires	46	39	61	85	67	52
Total Employés	**55**	**45**	**60**	**64**	**68**	**50**
Ouvriers qualifiés	46	46	62	66	62	53
Ouvriers non qualifiés	58	53	60	64	57	49
Ouvriers agricoles	58	61	75	86	78	47
Total Ouvriers	**50**	**48**	**62**	**66**	**61**	**52**
Chômeurs	**37**	**36**	**48**	**38**	**67**	**48**
Autres groupes sociaux						
Agriculteurs	57	44	68	83	89	46
Artisans et commerçants	40	41	65	69	87	40
Professions libérales et cadres supérieurs	23	25	42	53	72	31
Enseignants	15	11	23	36	57	40
Professions intermédiaires	33	28	43	52	62	45
Moyenne totale	**45**	**39**	**55**	**62**	**68**	**47**

Le point essentiel qui ressort des analyses est le suivant : les employés, mais nettement plus encore les ouvriers, sont dans une situation d'attitudes « asymétriques » : ils sont à la fois moins libéraux au plan culturel et moins libéraux

au plan économique. D'une part, ils ont incontestablement des attitudes politiques moins « ouvertes » que d'autres groupes sociaux : respectivement pour ces deux groupes (employés et ouvriers), 60% et 62% pensent qu'il y a « trop d'immigrés en France » (55% dans l'ensemble de l'échantillon), 55% et 50% pensent que « l'on ne se sent en sécurité nulle part en France » (contre 45% ans l'ensemble), 45% et 48% sont « favorables au rétablissement de la peine de mort » (39% dans l'ensemble), 64 et 62% pensent que « les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient ». A l'intérieur de ces deux catégories on retrouve les segmentations habituelles : les employés de commerce sont encore moins « ouverts » que ceux de l'administration et de l'entreprise par exemple. D'autre part, ils ont des attitudes politiques dans le domaine socio-économique qui traduisent des craintes et sans doute une demande de protection : 61% des ouvriers sont d'accord pour dire que « l'Etat devrait donner plus de liberté aux entreprises » (contre 68% en moyenne), 52% choisissent l'égalité plutôt que la liberté comme valeur fondamentale (47% dans l'ensemble).

Ces deux éléments se combinent dans l'explication du chassé-croisé électoral des « couches populaires », les ouvriers en particulier.

Conclusions

Au terme de ces analyses, il nous parait important de souligner quelques points fondamentaux.

Le rapport des « couches populaires » à l'élection présidentielle de 2007 s'inscrit bien dans les tendances générales qu'entretiennent, dans toutes les sociétés développées, les milieux sociaux qui sont défavorisés vis-à-vis de la politique : un mélange de défiance, de pessimisme relatif (dimension importante en France compte-tenu de l'ancienneté des questions liées au chômage de masse dans notre pays), et d'attentes. La capacité de forces politiques (ici nous avons ciblé l'analyse sur l'extrême droite) qui se situent dans un registre différent vis à vis du système politique à incarner néanmoins ces attentes existe et se maintient dans les données de la vague 3 du BPF. Les deux candidats « dominants » sont parvenus, pour le moment, à obtenir des intentions de soutien électoral dans les « couches populaires » qui ne sont ni négligeables ni traduisant un « retour » assuré de certains segments de ces catégories vers les deux grandes familles politiques dominantes. Il est évident que la campagne électorale et les thèmes que développeront les deux candidats « dominants » et ceux qui souhaitent également incarner le monde de ceux qui souffrent, sera un élément décisif en ce domaine.